

La Turquie n'exporte plus vers Israël

Crise lourdement sur l'économie

Israéliens ont été mobilisés pour des périodes plus au moins longues comme réservistes. Au nom d'impératifs de sécurité, plus de 100.000 Palestiniens de Cisjordanie et de la bande de Gaza, qui travaillaient en Israël, ont été interdits de séjour ce qui a gravement affecté l'activité du bâtiment et de l'agriculture. Le recours à des immigrés d'Inde, du Sri Lanka ou d'autres pays n'a pas permis de regarnir les effectifs.

Pour compliquer le tout, la Turquie a décrété un embargo pour ses exportations vers Israël. Dans ce cas aussi, le coup le plus dur a été asséné au bâtiment pour la fourniture de ciment, de tuyaux, d'aluminium. Les entreprises de bâtiment ont dû s'adresser à d'autres fournisseurs étrangers plus chers en général. Les attaques des rebelles hou-

this, alliés de l'Iran, dans le Golfe ont également gravement perturbé le flux d'importations de Chine et provoqué une hausse des coûts de transport et des tarifs d'assurance.

La Turquie a décrété un embargo pour ses exportations vers Israël.

Le tourisme est lui aussi totalement sinistré avec une chute brutale de 76 % du nombre de visiteurs étrangers au premier semestre. Pour la banque Hapoalim, toutes ces contre-performances devraient se traduire par une croissance limitée cette année à 1 %, deux fois moins que l'an dernier.

Au vu de ce tableau peu réjouissant, Standard and Poor's a rajouté lundi un avertissement en soulignant que « les risques d'escalade sont en hausse ». Cette agence souligne qu'un engrenage incontrôlé pourrait déboucher sur un conflit régional d'ampleur « à la suite d'un accident ou d'une erreur de calcul, même si Israël, l'Iran et le Hezbollah ne souhaitent pas une escalade ». Standard and Poor's, ainsi que Moody's n'avaient pas attendu les tensions actuelles pour abaisser dès le mois d'avril les notes sur le crédit et les perspectives économiques d'Israël.

Au total, le ministère des Finances a estimé il y a quelques mois à 67 milliards de dollars le coût de la guerre. Mais cette facture risque d'être beaucoup plus lourde encore en cas de conflit régional. ■

sources : B.F. , Les Echos

photo : soldates , D.R.